



RÉPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

NOTE D'INFORMATION N° 1759 du 28 Janvier 2022

Le Chef de l'Etat a pris part, par visioconférence, à un Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur la situation politique au Burkina Faso

Le Président de la République, S.E.M. Alassane OUATTARA, a pris part, par visioconférence, ce vendredi 28 janvier 2022, à un Sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sur la situation politique au Burkina Faso.

Intervenant à l'ouverture du Sommet, le Président du Ghana, S.E. Nana Addo Dankwa AKUFO ADDO, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, a indiqué que le coup d'Etat perpétré au Burkina Faso, le lundi 24 janvier 2022, par une junte militaire, et ses implications, viennent détériorer davantage la situation sécuritaire dans la sous- région ouest africaine.

Cette situation préoccupante doit, selon lui, interpeller tout le monde, et des mesures vigoureuses doivent être prises pour la juguler, d'autant que ce coup de force intervient six mois à peine après celui du Mali.

Il a tenu à rappeler à tous, le Protocole de l'Institution sous- régionale sur la démocratie et la bonne gouvernance, qui énonce notamment dans ses principes, qu'un Gouvernement ou un pouvoir n'est établi que par des élections, et que tout changement anti-constitutionnel est formellement interdit et toute méthode d'accession au pouvoir d'Etat par les armes est strictement proscrite.

C'est pourquoi, il en a appelé à la « Tolérance zéro » par rapport à ce qui vient de se passer au Burkina Faso, car cette forme d'accession au pouvoir ou d'alternance, est une menace pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement. Il a, par conséquent, invité ses homologues à adresser vigoureusement la situation au Burkina Faso par des décisions fermes pour le bien-être des populations. Il a également exigé le retour à un pouvoir civil pour assurer et consolider la démocratie.

Quant au Président de la Commission de la CEDEAO, M. Jean- Claude BROU, il a fait remarquer que le coup d'Etat intervenu au Burkina Faso est le 3^e en dix-huit (18)

mois dans la sous-région ouest africaine. Cette situation exceptionnelle fait suite, selon lui, à un contexte sécuritaire fortement dégradé dans ce pays, ayant entraîné de fortes tensions socio- politiques.

Il a rappelé que depuis 2015, le Burkina Faso subit des attaques de plusieurs groupes terroristes qui ont entraîné des conséquences humanitaires, notamment, le déplacement massif des populations, le départ des structures et institutions de l'Etat de certaines zones du pays ainsi que les difficultés pour une réponse adéquate aux défis sécuritaires.

Il a révélé qu'à la date du 31 décembre 2021, le Burkina Faso enregistrerait près de 1,6 millions de personnes déplacées, dont 70% avaient moins de dix-huit (18) ans. Le pays comptait également 2700 écoles et 135 structures sanitaires fermées.

M. Jean-Claude BROU a, par ailleurs, souligné que la situation sécuritaire s'est fortement dégradée ces dernières semaines avec la mort, le 14 novembre 2021, de 49 Gendarmes et de 4 civils lors d'une attaque terroriste à l'intérieur du pays, et les dispositions prises par le Président Roch Marc Christian KABORE pour faire face à cette situation.

Le Président de la Commission de la CEDEAO a annoncé une Mission de l'Institution au Burkina Faso, le samedi 29 janvier 2022, constituée des Chefs d'Etat- Major des Armées des pays membres de la CEDEAO. Il s'agira pour cette Mission d'évaluer la situation, de sensibiliser les nouvelles autorités sur la nécessité pour elles de rester dans une posture républicaine et d'attirer leur attention sur les conséquences négatives de leur coup de force sur le pays.

Cette Mission devrait être suivie, quelques jours après, par une délégation ministérielle pour évaluer la situation au niveau politique.

Sur la base des Rapports qui seront produits par les deux délégations, un autre Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sera convoqué, selon M. Jean- Claude BROU, pour prendre des décisions appropriées.

Notons qu'au terme de la cérémonie d'ouverture, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont eu une session d'échanges à huis clos.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter :

Eric DRO DIOMANDE, Direction de la Communication / Service Presse et Information
Tél : (+ 225) 27 20 31 44 89 – 07 49 40 00 63

E-Mail: eric.dro@presidence.ci - servicepresse.pr@presidence.ci